

## Séance ordinaire du jeudi 11 juillet 2024

Extrait du registre des  
délibérations du Conseil  
municipal de la Ville de  
Montpellier

**L'an deux-mille-vingt-quatre et le onze juillet, les membres du Conseil municipal, légalement convoqués, se sont assemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE.**

**Nombre de membres en exercice : 65**

### Petite enfance et Place de l'enfant dans la Ville

#### Présents :

Tasnine AKBARALY, Georges ARDISSON, Eddine ARIZTEGUI, Michel ASLANIAN, Yves BARRAL, Boris BELLANGER, Christophe BOURDIN, Françoise BOUTET-WAISS, Véronique BRUNET, Elodie BRUN-MANDON, Emilie CABELLO, Michel CALVO, Sébastien COTE, Michaël DELAFOSSE, Jean-Dominique DELAVEAU, Mickaël DIORE, Alenka DOULAIN, Caroline DUFOIX, Abdi EL KANDOSSI, Hind EMAD, Maryse FAYE, Julie FRÊCHE, Clara GIMENEZ, Salim JAWHARI, Stéphane JOUAULT, Mustapha LAOUKIRI, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Marie MASSART, Fatma NAKIB, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Agnès ROBIN, Séverine SAINT-MARTIN, Agnès SAURAT, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Alban ZANCHIELLO.

#### Absents ayant voté par procuration en application de l'article L. 2121-20 du Code général des collectivités territoriales :

Nadia AKIL ayant donné pouvoir à Véronique BRUNET, Christian ASSAF ayant donné pouvoir à Christophe BOURDIN, Roger-Yannick CHARTIER ayant donné pouvoir à Mikel SEBLIN, Fanny DOMBRE-COSTE ayant donné pouvoir à Michaël DELAFOSSE, Clare HART ayant donné pouvoir à Maryse FAYE, Mylvia HOUGUET ayant donné pouvoir à Yvan NOSBE, Stéphanie JANNIN ayant donné pouvoir à Salim JAWHARI, Clothilde OLLIER ayant donné pouvoir à Alenka DOULAIN, Bruno PATERNOT ayant donné pouvoir à Manu REYNAUD, Philippe SAUREL ayant donné pouvoir à Abdi EL KANDOSSI, Célia SERRANO ayant donné pouvoir à Coralie MANTION, François VASQUEZ ayant donné pouvoir à Catherine RIBOT.

#### Absents / Excusés :

Luc ALBERNHE, Mohed ALTRAD, Jacques DOMERGUE, Serge GUISEPPIN, Flora LABOURIER, Mustapha MAJDOUL, Patricia MIRALLES, Bernard TRAVIER, Joëlle URBANI, Annie YAGUE

## Délégation de service public pour la gestion de la crèche municipale Liselotte - Avenant n°1 - Approbation - Autorisation de signature

Madame Tasnine AKBARALY, Adjointe au Maire, rapporte :

Située en plein cœur de la Zone d'Aménagement Concerté (ZAC) Rive Gauche, la crèche Liselotte est un établissement d'accueil du jeune enfant qui offre une capacité de 72 places en accueil collectif. Par délibération du 5 juin 2023, le Conseil municipal a décidé de confier la gestion de la crèche Liselotte dans le cadre d'une délégation de service public (DSP) à la Société Mutualité Française Grand Sud pour une durée de 5 ans et un mois à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2023 et jusqu'au 31 juillet 2028.

Pour exploiter la crèche dans les conditions prévues par le présent contrat, le délégataire perçoit une participation communale fixée pour la durée du contrat et indépendamment des résultats annuels d'exploitation. La participation financière de la ville pour l'exécution du service délégué est assise sur la fréquentation horaire des enfants en accueil collectif selon la formule suivante :

$$\text{Participation} = 2,20 \text{ €} \times \text{nombre d'heures facturées en accueil horaires classiques (7h30 à 18h30)} + 2,02 \text{ €} \times \text{nombre d'heures facturées en horaires élargis (6h à 7h30 et de 18h30 à 21h30)}$$

Les heures sont comptabilisées dans les mêmes conditions que celles visées à la circulaire CNAF en vigueur.

Le contrat prévoit également une indexation du montant de la participation communale par l'application de la formule d'indexation suivante :

$$\text{Pr}_0 \times (0,7 \times [\text{In} / \text{Io}] + 0,30 \times [\text{Mn}/\text{Mo}])$$

Les modalités d'application de cette indexation nécessitent la modification de la référence de l'indice du « *prix à la consommation harmonisé* », afin de corriger une erreur matérielle (modification de l'identifiant INSEE : 001759971). La date retenue pour l'indexation est précisée (1<sup>er</sup> septembre 2024).

Il est donc proposé de modifier, dans ce sens, le contrat actuel dans le cadre d'un avenant n°1 qui prendra effet à compter de sa notification. Cet avenant n'a pas d'impact sur le chiffre d'affaires initial du contrat. Il est conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3135-1 5° du Code de la commande publique.

**En conséquence, il est proposé au Conseil municipal :**

- D'approuver les termes de l'avenant n°1 au contrat de délégation de service public de la crèche Liselotte ;
- D'autoriser Monsieur le Maire, ou son représentant, à signer l'avenant ainsi que tout document relatif à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à la majorité des voix exprimées.

Pour : 42 voix

Contre : 2 voix

Abstentions : 10 voix

Ne prend pas part au vote : 1 voix

M. Philippe SAUREL.

**Fait à Montpellier, le 19 juillet 2024**

**Pour extrait conforme,  
Monsieur le Maire**

**Signé.**

**Michaël DELAFOSSE**

**Publiée le : 19 juillet 2024**

Liste des annexes transmises en Préfecture :

- Avenant n1 DSP 2023-2028 creche Liselotte V3.pdf

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur  
034-213401722-20240711-270751-DE-1-1  
Acte Certifié exécutoire  
Envoi en Préfecture : 19/07/24  
Réception en Préfecture : 19/07/24

Monsieur le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe qu'il peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Maire ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification, en vertu de l'article R. 421-5 du Code de justice administrative. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).



## DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA CRECHE MUNICIPALE LISELOTTE

### AVENANT N° 1

#### A. Identification des parties au contrat

##### La collectivité délégante :

**La Ville de MONTPELLIER**, représentée par Monsieur le Maire, Michaël DELAFOSSE, 1 place Georges FRECHE, 34267 MONTPELLIER Cedex 2

##### Le délégataire :

**La Société Mutualité Française Grand Sud**, représentée par son représentant légal, Hélène CLUET, dont le siège est domicilié 425 Quai Louis Le Vau, 34 264 Montpellier cedex 2

#### B. Renseignements concernant la convention de délégation de service public

##### *Objet de la convention :*

DELEGATION DE SERVICE PUBLIC POUR LA GESTION DE LA CRECHE MUNICIPALE LISELOTTE

Par délibération n°V2023-174 du 5 juin 2023, le conseil municipal a approuvé le choix du délégataire pour la gestion de la crèche municipale Liselotte et autorisé la signature du contrat.

La convention de délégation de service public, notifié le 30 juin 2023, est conclue pour une durée de 5 ans et un mois soit du 01/07/2023 au 31/07/2028.

#### C. Objet de l'avenant

##### **PREAMBULE**

Pour exploiter la crèche dans les conditions prévues par le présent contrat, le délégataire perçoit une participation communale fixée pour la durée du contrat et indépendamment des résultats annuels d'exploitation. La participation financière de la ville pour l'exécution du service délégué est assise sur la fréquentation horaire des enfants en accueil collectif selon la formule suivante :

Participation = 2,20 € \* nombre d'heures facturées en accueil horaires classiques (7h30 à 18h30) + 2,02 € \* nombre d'heures facturées en horaires élargis (6h à 7h30 et de 18h30 à 21h30)

Les heures sont comptabilisées dans les mêmes conditions que celles visées à la circulaire CNAF en vigueur.

Le contrat prévoit une indexation pour les coûts horaires de l'accueil en horaires classiques et de l'accueil en horaires élargis par l'application de la formule définie à l'article 36.2.

Le présent avenant a pour objet la modification de l'article 36.2 afin de corriger une erreur matérielle de rédaction sur la référence de l'indice du « prix à la consommation harmonisé » (numéro d'identifiant INSEE). La date retenue pour le calcul de l'indexation est aussi précisée.

## **ARTICLE 1 : Indexation**

L'article 36.2 – Indexation est donc ainsi modifié :

« Les coûts horaires de l'accueil en horaires classiques et de l'accueil en horaires élargis sont indexés chaque année à **la date du 1er septembre** de l'année n par l'application de la formule d'indexation suivante :

$$Pro \times (0,7 \times [In / Io] + 0,30 \times [Mn/Mo])$$

Pro correspond aux coûts horaires à la date de commencement d'exécution du contrat :

Les indices sont les suivants :

- In est l'indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rev2 Niveau A38 SZ) Base 100 au T2 2017 (identifiant INSEE 010562686) sur la base du dernier indice connu du trimestre en cours de l'année N

- Io est l'indice des salaires mensuels de base - Autres activités de services (NAF rev2 Niveau A38 SZ) Base 100 au T2 2017 (identifiant INSEE 010562686) connus à la date de début d'exécution du contrat

- Mn est l'indice des prix à la consommation harmonisé (**Identifiant INSEE : 001759971**) sur la base du dernier indice connu du trimestre en cours de l'année N

- Mo est l'indice des prix à la consommation harmonisé (**Identifiant INSEE : 001759971**) connu à la date de début d'exécution du contrat

En toute hypothèse, l'indexation ne pourra aboutir à une participation communale horaire supérieure de 2% par an à celle de l'année précédente.

**La première indexation interviendra au 1er septembre 2024 sur la base des dernier indices connus. »**

## **ARTICLE 2 : Autres dispositions**

Cet avenant n'a pas d'impact sur le chiffre d'affaires prévisionnel initial du contrat.

Il est conclu conformément aux dispositions de l'article L. 3135-1 5° du Code de la Commande Publique.

Le présent avenant prend effet à compter de sa notification.

Les clauses et conditions du contrat initial demeurent applicables dans la mesure où elles ne sont pas modifiées par le présent avenant.

#### **D. Signatures des parties**

A \_\_\_\_\_, le \_\_\_\_\_

A Montpellier, le \_\_\_\_\_

Le représentant de la  
Mutualité Française Grand Sud

Pour la Ville de Montpellier